



Gabriela Perez Paredes, conseiller à la Cour suprême du Chili et Jacques Nunes – Gabriela Perez Paredes, Advisor at the Supreme Court of Chile, with Jacques Nunes



De G. à D. : Emmanuel Binoche, vice-président du tribunal de grande instance de Paris (France), Michel Mariscal, huissier de justice à Rouen (France), Dominique Aribaut, membre de l'UIHJ (France), Christian Riego Ramez, directeur du Centre d'étude de justice des Amériques, Jacques Isnard, président de l'UIHJ, un membre du CEJA, Jacques Nunes, 1er président de la cour d'appel de Toulouse (France), Eduardo Beltran, vice-président du bureau de coopération du SAEI (France), un représentant du Pouvoir judiciaire du Chili

From L. to R. : Emmanuel Binoche, Vice-President of the High Court of Paris (France), Michel Mariscal, judicial officer in Rouen (France), Dominique Aribaut, member of the UIHJ (France), Christian Riego Ramez, chairman of Centre of Studies of Justice of Americas, Jacques Isnard, President of the UIHJ, a member of the CSJA, Jacques Nunes, 1st President of the Court of Appeal of Toulouse (France), Eduardo Beltran, Deputy Head of Cooperation office of SAEI (France), a representative of the Judicial Power of Chile

Chili : les récepteurs judiciaires aux portes de l'UIHJ

Dans le cadre d'une mission de l'Union européenne impartie au ministère de la justice de France et à son Service des affaires européennes et internationales, une délégation de magistrats, de hauts fonctionnaires et d'huissiers de justice de l'UIHJ s'est rendue à Santiago du Chili des 1^{er} et 5 octobre 2007.

Le cousin germain des huissiers de justice

L'objectif pour les trois huissiers de justice intégrés au groupe, soit deux membres de l'UIHJ (Président Jacques Isnard et Me Dominique Abadie) et un confrère français (Me Michel Mariscal), consistait à parachever le travail d'information à l'égard de la profession engagé par le gouvernement chilien lors d'une précédente visite en France quelques mois auparavant.

Il importe de préciser que le Chili, qui connaît un bouleversement de son économie et une croissance tout à fait considérable, a entrepris des réformes structurelles importantes de son appareil judiciaire de sorte qu'aujourd'hui le gouvernement cherche à améliorer son système d'exécution et, par ricochet, la profession d'huissier de justice.

Au Chili, curieux contraste avec les autres Etats d'Amérique latine, le « récepteur judiciaire » est un véritable cousin germain de l'huissier de justice tel qu'il existe en France.

Le « récepteur judiciaire » est en effet un agent d'exécution qui signifie les actes et exerce son activité dans un cadre indépendant et libéral avec bureaux, personnel et matériels y attachés.

Cependant, le récepteur, à la différence de l'huissier de justice, ne peut pas encaisser de fonds et reste une sorte de commis du juge en charge exclusivement des procédures d'exécution qui rythment chacune de ses actions. Il y a 850 récepteurs au Chili regroupés depuis trois ans pour moitié dans une « association syndicale de récepteurs judiciaires ». Ils subissent la concurrence d'autres agents d'exécution dans certains secteurs déterminés.

La configuration géographique du pays (longue bande de terre de 4.300 km) est source de handicap pour mener des actions concertées, de sorte que la représentation de la profession auprès des autorités est assurée sous forme de permanence par le président de l'association de la région de Santiago qui entretient le lien avec le bureau national situé au sud du pays.

Jamais jusqu'alors nos confrères chiliens n'avaient entendu parler des huissiers de justice et l'UIHJ leur était totalement inconnue.

Aujourd'hui, ils sont tenaillés par les mutations en cours où la réforme du statut de l'huissier de justice est prégnante.

Un assaut de questions

Les autorités, selon Patricia Castro Jimenez, présidente de la région de Santiago de l'association, sont très discrètes et évasives sur les réformes échafaudées.

Il semblerait que le mode de recrutement soit dans le collimateur du ministère de la justice. En effet, les récepteurs sont recrutés parmi le corps des agents du greffe après une longue période d'activité dans leurs fonctions et moyennant certaines garanties de ressources intellectuelles et professionnelles.

En fait, les récepteurs n'ont pas forcément de diplômes de droit et leur acquis juridique peut parfois s'avérer douteux. Le gouvernement veut un corps de récepteurs compétent et de haut niveau juridique.

La délégation de l'UIHJ a subi un véritable assaut de questions auprès de tout ce que le pays peut compter d'organisations intéressées par la réforme et par les huissiers de justice (récepteurs).



Reçus d'abord à la Cour suprême par le président de cette prestigieuse juridiction, M. Enrique Tapia Witting, les experts de l'UIHJ et de la France ont été auditionnés par la secrétaire d'Etat à la justice ainsi que — à plusieurs reprises — par les membres de la commission en charge de la réforme, dirigée par M. Rodrigo Luniga Carrasco, puis par les juges de la Cour suprême (Gabriela Perez Paredes, Pedro Piery Arrau), également par un collège de hauts magistrats et, pour ne rien laisser de côté, par le barreau de Santiago et enfin par les doyens et professeurs titulaires de chaires de droit judiciaire des universités catholique de Santiago du Chili et de Valparaiso.

Les confrères chiliens attendus en Europe

Aux termes d'un programme marathon, le président Jacques Isnard, Dominique Abadie et Michel Mariscal étaient reçus au Centre d'études judiciaires des Amériques, institution comparable au CEPEJ du Conseil de l'Europe, qui s'emploie à promouvoir l'harmonisation des législations de trente-huit pays du continent américain.

Cette mission, rendue possible grâce au SAEI du ministère de la justice de France, a été remarquablement organisé depuis la France par M. Eduardo Beltran, chef de bureau adjoint attaché à la coopération internationale, qui a mis en exergue le puissant intérêt que manifestent les autorités et les différentes branches intéressées chiliennes pour le statut d'huissier de justice inspiré du système français.

Le projet de réforme est en cours et les décisions sont imminentes. Au demeurant, pour mieux éclairer encore sa religion, la commission en charge du projet de réforme se rendra aux Pays-Bas et en France en début d'année 2008. Histoire, sans doute, de lever les dernières incertitudes.

Mais auparavant, nos confrères chiliens se seront rapprochés de leurs homologues européens, puisque un groupe de « *récepteurs judiciaires* » est attendu en France.

La jonction entre les huissiers de justice d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du sud devient réalité... Puisse-t-elle inspirer nos collègues argentins, brésiliens et autres.

Que dire de plus, sinon que les conditions de séjour et la qualité de la réception offerte par nos hôtes chiliens était à la mesure de ce peuple, c'est-à-dire chaleureux, convivial et d'une haute portée sentimentale.

Hasta luego amigos de Chile !

Le quartier de Buena Vista à Santiago — The Buena Vista District in Santiago



Chile: the Legal Receivers at the Doors of the UIHJ

Within the Framework of a Mission of the European Union Assigned to the Ministry of Justice of France and Its Service of European and International Affairs (SAEI), a Delegation of Magistrates, Senior Officials and Judicial Officers of the UIHJ Went to Santiago of Chile from 1 to 5 October 2007.

The First Cousin of the Judicial Officers

The objective for the three judicial officers who joined the group, i.e. two members of the UIHJ (President Jacques Isnard and Dominique Abadie) and a French fellow-member (Michel Mariscal), consisted in completing the work of information relating to the profession engaged by the Chilean Government at the time of a previous visit in France a few months before.

It is important to specify that Chile, which knows an upheaval of its economy and a considerable growth, undertook important structural reforms of its legal apparatus so that today the Government seeks to improve its enforcement system and, indirectly, the occupation of judicial officer.

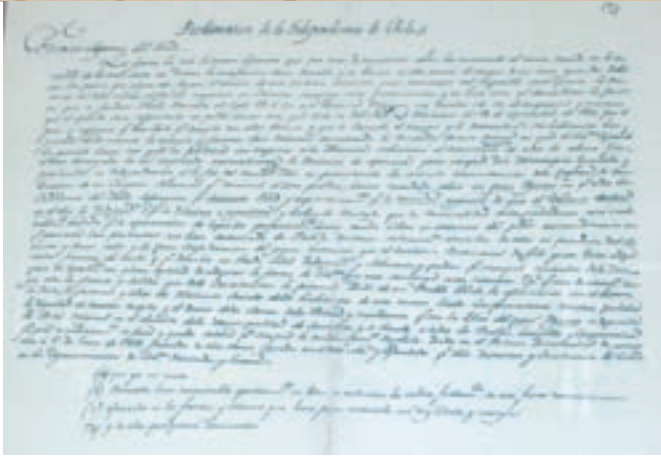
In Chile, as opposed to other Latin American States, the "legal receiver" is a true first cousin of the judicial officer such as he exists in France.

The "legal receiver" is indeed an enforcement agent who serves documents and carries out his activity independently and as a self employed professional, with his own office, staff and equipment.

However, the receiver, unlike the judicial officer, cannot receive funds and exclusively remains a kind of clerk of the judge in charge of enforcing court decisions, which is the core of his activities. There are 850 receivers in Chile. Three years ago, half of them have formed an association of legal receivers. They compete with other enforcement agents in certain given sectors.

The geographical configuration of the country (a 4,300 km long strip of land) is a source of handicap to carry out joint actions, so that the representation of the profession near the authorities is ensured in the form of a permanence by the President of the Association of the area of Santiago who maintains contacts with the national board located in the south of the country.

Until now our Chilean fellow-members had never heard of the Judicial Officers and the UIHJ was completely unknown to them.



La proclamation d'indépendance du Chili, par Bernardo o'Higgins — The Independence proclamation of Chile, by Bernardo o'Higgins

Today, they are concerned by the changes in progress in which the reform of the statute of judicial officer is a significant aspect.

A Set of Questions

According to Patricia Castro Jimenez, president of the area of Santiago of the association, the authorities are very discrete and evasive on the considered reforms.

It would seem that the mode of recruitment is a major concern for the Ministry for Justice. Indeed, receivers are recruited among the body of the courts' clerks who offer intellectual and professional guarantees after a long period of activity in their capacity.

In fact, the receivers do not necessarily have law diplomas and their legal knowledge can sometimes prove to be doubtful. However, the Government wants a body of qualified and of high level legal receivers.

The delegation of the UIHJ underwent a set of questions from all that the country can count of organizations interested by the reform and by the judicial officers (receivers).

The experts of the UIHJ and France were first greeted at the Supreme Court by the president of this prestigious jurisdiction, Mr. Enrique Tapia Witting. They were then auditioned by the State Secretary for justice as well — on several occasions — by the Members of the Commission in charge of the reform, directed by Mr. Rodrigo Luniga Carrasco, then by the Judges of the Supreme court (Gabriela Perez Paredes, Pedro Piery Arrau), also by a college of high-ranking magistrates and finally by the bar of Santiago as well as by the Deans and Professors of the catholic universities of Santiago of Chile and Valparaiso.

Gabriela Perez Paredes & Jacques Isnard



Petit déjeuner de travail au ministère de la justice du Chili, à Santiago — Breakfast working meeting at the Ministry of Justice of Chile, in Santiago

Chilean fellow-members awaited in Europe

At the term of a marathon-like program, President Jacques Isnard, Dominique Abadie and Michel Mariscal were received at the Centre of legal studies of Americas, an institution comparable with the CEPEJ of the Council of Europe which aims to promote the harmonization of the legislations of thirty-eight countries of the American continent.

This mission, made possible thanks to the SAEI of the Ministry of Justice of France, was remarkably organized from France by Mr. Eduardo Beltran, vice-head office attached to the international cooperation, who put forward the strong interest expressed by the authorities and the various concerned Chilean branches for the statute of judicial officer inspired of the French system.

The reform project is in hand and the decisions are imminent. Moreover for a better still clarification, the commission in charge of the reform project will go to the Netherlands and to France at the beginning of 2008. Undoubtedly this will help to answer all questions.

Before that, our Chilean fellow-members will have approached their European counterparts, since a group of "legal receivers" is awaited in France.

Thus the junction between the judicial officers of Africa, Europe and South America becomes reality... Let's hope it will inspire our Argentinean, Brazilian and other colleagues.

What else but to say that the conditions of the stay and the quality of the reception given by our Chilean hosts were to match these people: cordial, convivial and of a high sentimental range.

Hasta luego amigos de Chile!

Une vue de Valparaiso — A view of Valparaiso

